

Bilan du projet Linky sur la période 2016-2021 et au futur cadre de régulation incitative

Date de la contribution : 16/12/2021

Introduction

2. UN PROJET QUI A ATTEINT SES OBJECTIFS DE COUTS ET DE DELAIS

Question 1 : Avez-vous des remarques sur le bilan de la phase de déploiement en masse du projet Linky ?

La loi oblige d'avoir un système de comptage pour la fourniture d'électricité. Il y a 30 ans EDF et non ENEDIS m'a contraint d'installer un dispositif de télé report pour les relevés de consommation. Cette installation nous a coûté 100 euros. Pendant une dizaine d'années un agent passé relevait les consommations, puis par la suite nous devons relever le compteur nous-mêmes pour communiquer les chiffres à l'EDF. Ce qui revient à dire que c'est le consommateur qui faisait le travail d'EDF

3. DES GAINS GLOBALEMENT AU NIVEAU DES ATTENTES

Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les gains réalisés grâce au projet Linky ?

Non

Commentaire :

La facturation pour le relevé de la consommation est assimilée à de la vente forcée. ENEDIS est actuellement incapable de garantir que son nouveau compteur est sans nuisance. Combien de ces derniers ont prient feu est toujours la même marque Sagem, ceci sans compter les autres troubles qui ont été démontrés sur un plan médical et notamment chez les gens atteints de certaines logis et portes d'appareils électroniques. Il est parfaitement scandaleux de taxer les gens qui disposent d'un comptage électronique et qui communique les chiffres régulièrement.

3.3.2 Les coûts de relève résiduelle

Question 3 : Pensez-vous qu'il faille faire porter les coûts de la relève résiduelle aux seuls consommateurs générant ces coûts ?

Non

Commentaire :

Ce type de comportement de la part d'un service public serait scandaleux. D'autant plus qu'il coûte aux contribuables des sommes énormes. Le personnel de cette entité énergie 90 % moins chère. Il bénéficie en plus d'un système de retraite avantageux financé par le contribuable. Le manque de transparence de cette entité à savoir ENEDIS ex EDF gaspille l'argent public. Le changement d'entité a coûté 80 millions d'euros payés contribuables cela est scandaleux.

Question 4 : Êtes-vous favorable à une approche en deux étapes ?

Défavorable

Commentaire :

Nous sommes totalement opposés à cette disposition.

Question 5 : Que pensez-vous des montants proposés ?

Cette nouvelle dépense est assimilée à du racket

4.2.1 Renforcer la performance de la chaîne communicante

Question 6 : Êtes-vous favorable à la liste des indicateurs proposés par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 7 : Avez-vous une proposition d'indicateur pour suivre la qualité de la transmission des courbes de charge ?

Nous ne disposons actuellement d'autres outils en fonction de l'évolution technologique actuelle qui peut être mise en œuvre.

4.2.2 Faciliter la concrétisation des gains à l'échelle de la collectivité

Question 8 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un indicateur sur le délai de mise en place des calendriers fournisseurs par Enedis ?

Défavorable

Question 9 : Voyez-vous d'autres indicateurs à ajouter pour favoriser l'utilisation des fonctionnalités avancées des compteurs ?

La communication actuelle par voie électronique des relevés faits par l'utilisateur suffit amplement pour établir les factures de consommation. 1, passage annuel et amplement suffisant pour vérifier la conformité des chiffres communiqués. Dans le cas de fraude avérée du consommateur une sanction financière devrait être mise en œuvre.

4.2.3 Verser des indemnités directement au consommateur pour adresser les difficultés rencontrées par les consommateurs

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'indemnités versées aux clients par Enedis ?

Favorable

Commentaire :

Il serait équitable de prévoir des indemnités lorsque le consommateur n'a pas le service espéré ou fortement diminué. Malheureusement ceci est un vœu pieux. À méditer

Question 11 : S'agissant du seuil de déclenchement, quelle est selon vous la durée de non communication et le nombre de jours de retard pour les prestations et la fourniture de données, qui vous paraissent engendrer un préjudice important justifiant le versement d'une telle indemnité ?

24 heures